

ARRÊTÉ N° 2024_168

PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION DE FONCTIONNEMENT DE LA RÉSIDENCE-AUTONOMIE "ALINE MARLIN" SISE 59 AVENUE BAUDOIN AU BOURGET

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L313-1 et L314-3 et suivants ;

Vu le Code de la santé publique ;

Vu le Code de justice administrative et notamment son article R, 312-1 ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2015-822 du 2 novembre 2015 portant renouvellement de l'autorisation du foyer-logements « Aline Marlin » sis 59 avenue Baudoin 93350 Le Bourget ;

Vu l'élection le 1^{er} juillet 2021 de M. Stéphane Troussel à la présidence du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental n°2021-271 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature à M. Olivier Veber, directeur général des services du Département ;

Vu le schéma départemental autonomie et inclusion 2019-2024 ;

Vu le règlement départemental d'aide sociale en faveur des personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu l'article 75 de la loi « Organisation et transformation du système de santé », complété par les décrets d'application n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 et n° 2022-695 du 26 avril 2022 relatifs au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services médico-sociaux ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les autorisations qui ne sont plus conformes à la réalité du fonctionnement des résidences-autonomie ;

Considérant que cette mise à jour permet d'améliorer la visibilité de l'offre proposée et de simplifier le rythme des évaluations pour l'unifier ;

Considérant que cette mise à jour de l'autorisation satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant que cette mise à jour s'effectue à coût constant et n'entraîne aucun surcoût ;

Sur proposition du directeur général des services du Département ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. - L'autorisation de fonctionnement de la résidence-autonomie « Aline Marlin » sise 59 avenue Baudouin au Bourget est renouvelée au centre communal d'action sociale du Bourget.

ARTICLE 2. - La capacité totale de l'établissement « Aline Marlin », au 1er janvier 2023, est fixée à 52 logements installés, soit 55 places d'hébergement permanent réparties de la façon suivante :

- 6 T1 de 35 m² pour une personne seule ;
- 23 T1 bis de 38 m² pour une personne seule ;
- 20 T1 ter de 41 m² pour une personne seule ;
- 3 T2 de 59 m² pouvant accueillir des couples.

La résidence dispose par ailleurs de 2 appartements de fonction, 1 appartement transformé en salle de réunion et 1 chambre d'hôte.

ARTICLE 3. - Cette structure est répertoriée dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

N° FINESS de l'établissement : 930 813 530

Code catégorie : 202

Code discipline : 925

Code fonctionnement (type d'activité) : 11

Code clientèle : 701

ARTICLE 4. - La résidence-autonomie « Aline Marlin » située au Bourget est habilitée à l'aide sociale pour sa capacité totale.

ARTICLE 5. - Le présent arrêté est sans effet concernant la durée d'autorisation accordée à l'établissement pour 15 ans à compter de sa date de création ou de renouvellement d'autorisation conformément aux conditions prévues aux articles L.312-8 et L.313-5 du Code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 6. - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement ou le service doit être porté à la connaissance des autorités compétentes.

ARTICLE 7. - Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.



ARTICLE 8. - Le directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département.

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,

Date d'affichage du présent acte,
le

Date de notification du présent acte,
le

Certifie que le présent acte est devenu exécutoire,
le